

## LE DÉSAVEU...

Les électeurs ont infligé une «*défaite historique*» aux sociaux-chrétiens qui, à Épinay-sur-Seine avaient investi le parti socialiste S.F.I.O. afin de le détruire.

De ce point de vue, la défaite électorale de Claude Évin à St-Nazaire et de Michel Rocard à Conflans-Ste-Honorine constituent deux bonnes nouvelles qu'il convient de saluer! Pour autant, les problèmes demeurent et Michel Rocard, quelque peu abasourdi (il ne s'y attendait pas le pauvre!) n'a pas tardé pour nous signifier sa volonté de recomposer le paysage politique sur les ruines du *Parti Socialiste* qu'il a littéralement dynamité dans la nuit du 3 au 4 avril 1993.

L'ancien gauchiste du P.S.U. récuse désormais le mot socialiste et rejette même la «*social-démocratie*». Il rêve d'un rassemblement de la «*gauche*», c'est-à-dire d'une sorte de démocratie chrétienne dont les Italiens découvrent, aujourd'hui, la face cachée. De ce point de vue Marc Blondel a raison de parler de «*putréfaction*».

Derrière tout ce tintamarre se retrouve la vieille haine recuite de la réaction contre la classe ouvrière organisée à laquelle certains d'entre nous ont, effectivement, été déjà affrontés sous le régime de Vichy. Encore que ce serait insulter à la mémoire de Marcel Déat que de lui comparer Rocard!

N'oublions pas, qu'en 1940, les tenants du catholicisme social, à commencer par Emmanuel Mounier, ont tous connu la «*divine surprise*» et se sont vautrés dans la «*Révolution Nationale*» et son succédané syndical, la «*Charte du Travail*».

Telle est la vérité historique et toutes les indignations feintes ou réelles n'y sauraient rien changer. Et qu'on nous comprenne bien, rien ni personne ne nous empêchera de clamer haut et fort ce que nous pensons. Libre à tout un chacun de nous répondre, si possible autrement que par l'injure ou l'imprécation.

En attendant et au moment où les trois pétroleuses de ce qui fut le P.S. font ouvertement appel à Jacques Delors, il convient de rappeler que la politique qui a été massivement désavouée n'était pas celle des seuls Mauroy et autres Bérégovoy qui n'étaient, somme toute, que des fantoches.

Elle avait été dictée par Bruxelles, c'est-à-dire par Jacques Delors lui-même!

**Alexandre HÉBERT.**

---

## L'EXPLOITATION DES «RESSOURCES HUMAINES»...

*Ressources: Richesses, moyens matériels dont on peut disposer. (LAROUSSE).*

Jusqu'à une date récente, on connaissait les ressources naturelles parmi lesquelles on dénombrait notamment les ressources minérales, végétales, animales, hydrauliques.

Voilà que, maintenant, on nous parle des «*ressources humaines*» qui, bien entendu, comme les autres, doivent être exploitées au mieux des intérêts de leurs «*propriétaires*».

Ressources humaines? Nous ne devons pas cette aimable formule aux affreux matérialistes marxistes ou anarchistes mais bel et bien aux âmes délicates des «*sociaux chrétiens*», par ailleurs, fervents défenseurs des droits de la «*personne humaine*».

Aussi, les «*ressources humaines*» (RH pour les familiers de Martine AUBRY) doivent comme le minerai de fer ou le pétrole être exploitées rationnellement et, pour ce faire, les patrons ont pris soin de créer la fonction de directeur des «*ressources humaines*» et d'éminents penseurs ont inventé la «*gestion prévisionnelle des emplois et des compétences*» (GPEC).

Au contraire des autres ressources naturelles qui auraient plutôt tendance à s'épuiser, les ressources humaines, elles, ont plutôt tendance à «*croître et multiplier*», c'est, sans doute, ce qui leur vaut d'être ignorées par les écolos qui militent activement pour un «*droit des animaux*», un «*droit des végétaux*» voire même un «*droit des pierres*» et que la mise à mal de notre code du travail accompagné, il est vrai, par les balbutiements d'un «*droit social européen*» ne semble guère émouvoir.

Quoiqu'il en soit, il y avait urgence à aviser, et c'est la raison pour laquelle la Fédération F.O. de la Métallurgie à inscrit la GPEC à l'ordre du jour de son congrès afin de s'interroger sur:

- «*Que représente concrètement une démarche GPEC?*»,

- «*Quels sont les impacts d'une telle démarche?*»,

et de se poser la question suivante:

- «*Quelle est la place des différents acteurs (organisations syndicales, salariés, patronat, pouvoirs publics)*».

Voilà une bien singulière façon de poser le problème. Organisations syndicales, salariés, patronat, pouvoirs publics deviennent des «*acteurs*» de quelle comédie?

Jusqu'à preuve du contraire, le syndicalisme ouvrier n'a jamais mis sur le même plan exploités et exploités et pour utiliser le jargon à la mode «*propriétaires*» et «*ressources humaines*». On me permettra de juger que le vocabulaire même de Michel HUC, secrétaire général de la *Fédération FO de la Métallurgie* et de ses camarades qui ravalent les travailleurs au rang de «*ressources naturelles*» a quelque chose d'indécent.

Même s'il est vrai qu'au cours d'un débat qui a eu lieu entre «*Partenaires*» à savoir:

- Paule ARCANGELI, adjointe à la direction des ressources humaines du Crédit Mutuel,

- Christophe COURTIN, directeur des ressources humaines de Selnor,

- Michel HUC de Force-Ouvrière Métallurgie,

- Christian SAURET et Joëlle PELOSSE de Développement et Emploi,

Michel HUC a parfaitement défini la GPE (devenue entre temps la GPEC): «*La GPE est d'abord un acte de gestion qui a, à la fois, des principes, des objectifs et une méthodologie*».

Effectivement, la GPEC est un «*acte de gestion*» et on peut, à la rigueur, comprendre que les «*propriétaires*» l'utilise pour gérer au mieux de leurs intérêts, les ressources dont ils disposent...

Mais est-ce bien là le rôle d'une organisation syndicale de salariés?

Michel HUC lui-même, n'ignore pas le problème, puisqu'à l'occasion de ce débat, il déclare: «*Une organisation syndicale peut être suspectée d'écouter davantage la direction que les salariés. C'est là le danger*»...

De ce point de vue, il faut d'ailleurs reconnaître à certains patrons le mérite de la franchise. Tel est le cas de Christophe COURTIN directeur des ressources humaines de SELNOR qui, lui, déclare sans ambage: «*Il ne faut pas être tartuffe non plus. Car concrètement, on s'aperçoit que dans les ateliers où il y a eu le plus de départs, il y a eu la plus forte augmentation des compétences. Donc, à la limite l'équation est: moins d'effectifs, plus de compétences. Quand on parle de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, du moins dans une entreprise industrielle de main-d'œuvre, l'augmentation des compétences a aussi pour corollaire le problème de la productivité*».

Voilà qui est fort bien dit!

L'exploitation des ressources humaines, comme son nom l'indique, demeure bel et bien «*l'exploitation de l'homme par l'homme*».

Et c'est pour la combattre que les travailleurs ont construit des syndicats et certainement pas pour être associés à la mise en œuvre des techniques d'exploitation inventées par les patrons et l'État.

Au surplus, qu'on le veuille ou non, pas plus que la «*Charte du travail*» ou «*l'Association capital-travail*», la GPEC n'est une idée neuve.

En tous cas, elle ne fait partie de notre culture syndicale... celle de la vieille C.G.T., que selon le mot de Robert BOTHEREAU, nous avons l'ambition de continuer!

Alexandre HÉBERT.

---

## L'ANARQUE ÉCOLOGISTE...

Le souffle médiatico-électoral écolo est retombé. Ce n'est pas nous, anarcho-syndicalistes, qui bénéficierons d'autant de sollicitude de la part des cuistres journaloux. Il faut reconnaître que nous ne les caressons pas dans le sens du poil.

Bien qu'on puisse s'interroger sur le rôle particulier joué par Brice Lalonde, car tout s'est passé comme s'il était un sous-marin chargé de saboter la campagne de ses petits potes, il n'a pas été léger, jusqu'à la dernière minute il a sauvé des voix pour le P.S., j'avoue avoir vécu un grand moment de télévision ce soir du 21 mars à contempler avec ravissement les têtes défaites des Waechter, Joynet, Buchman et autres rouleurs de mécaniques porteurs de très vieilles idées prétendues neuves.

C'est qu'ils se prenaient vraiment au sérieux et se voyaient déjà se régaler du pouvoir. Les dernières semaines, l'espoir d'y accéder enfin les faisaient baver comme des chiens de Pavlov quand tinte la clochette qui déclenche le réflexe conditionné. Ah! les braves gens! Ils ont vite pigé ce qu'est la politique, comme de «*nouveaux vieux*».

Cependant, leur prestation ne relève pas seulement de l'esthétique et du plaisir de vivre une bonne tranche de rigolade. D'arguments pseudo-scientifiques en propositions réactionnaires ces jean-foutres nous préparent une bonne petite société totalitaire... sous prétexte de «*plus de démocratie*», cela va de soi.

Ce que ce peut être pénible, quand on a un minimum de formation scientifique, d'entendre n'importe qui bavasser n'importe comment à propos d'écologie. Les plus truqueurs ont inventé l'expression écologie politique. Pourquoi pas chimie politique ou mathématique politique? Il fut un temps, dans l'Allemagne nazie, où quelques autres farfelus aussi dangereux voulaient développer une physique politique qualifiée d'aryenne; la relativité d'Einstein étant pour sa part qualifiée de juive. Du point de vue épistémologique, il s'agit du même genre de manipulation... politique.

L'écologie est tout simplement une discipline scientifique que le créateur du mot, Haeckel, définissait comme «*la science globale des relations des organismes avec leur monde extérieur environnant, dans lequel nous incluons au sens large toutes les conditions d'existence*» (1). Rien de plus et rien de moins. Une discipline scientifique n'est pas une morale, elle ne dit pas le Bien et le Mal.

La balistique ne «*dit*» pas s'il est «*bon*» ou «*mauvais*» d'utiliser des fusées. De même l'écologie ne «*dit*» pas s'il est «*bon*» ou «*mauvais*» de faire plutôt ceci que cela. Une discipline scientifique sert à établir des relations de raisons à conséquence dans son domaine d'étude. Et celui de l'écologie comprend notamment l'évaluation des conséquences possibles de l'exploitation des ressources terrestres et les modifications de l'ensemble des écosystèmes par le développement économique.

Dans la mesure où elle fournit des résultats fiables et facilement vulgarisables pour les citoyens lambdas, on peut envisager des choix, mais on quitte alors le domaine de la science pour entrer dans celui de la politique. Les méthodes de raisonnement et d'action n'y sont pas les mêmes. Il n'y a que les imbéciles ignares et les salopards manipulateurs pour confondre les deux.

Lorsque quelqu'un vous dit soit ne faites pas ça, ce n'est pas écologique, soit faites ça, c'est écologique, ou bien il vous prend pour un demeuré, ou bien il essaye de vous manipuler. Dans l'un ou l'autre cas, il es-

(1) *L'écologie a-t-elle un avenir?* François RAMADE, *La Recherche*, n°253, avril 1993.

saye en même temps de vous faire prendre les vessies écologistes pour des lanternes écologiques.

Et quand on aborde le domaine politique se pose immédiatement la question des caractères propres à la société dans laquelle nous vivons, de gré ou de force. Pour des anarcho-syndicalistes *«ringards»* il tombe toujours sous le sens que nous sommes en régime capitaliste, ce qui implique l'exploitation du travail par le capital et la lutte des classes.

Vouloir traiter les problèmes de pollution industrielle en les extrayant du contexte capitaliste, c'est un truquage de plus et cela débouche implacablement sur des *«projets»* réactionnaires. Par exemple, celui dit de *«partage du travail»*. Bientôt, on va payer les patrons pour qu'ils nous donnent du boulot !!!

Heureusement, malgré le bourrage de crâne, les travailleurs n'en veulent pas. Et ces cons d'écolos semblent ne pas avoir compris que c'est une des raisons de leur échec. Mais, à part les mécanismes simplistes d'accès à la soupe servie par le pouvoir, sont-ils vraiment capables de comprendre quoi que ce soit?

Compte tenu de la croissance des besoins de l'humanité, il va falloir se préoccuper d'étudier sérieusement, scientifiquement, cette énergie éminemment renouvelable qu'on doit pouvoir tirer de la récupération des coups de pieds aux culs, des khmers verts, qui se perdent.

**Marc PRÉVÔTEL.**

## DE CI- DE LA ...CAHIN-CAHA...

### Remous à l'UNEDIC

La nomination de Nicole NOTAT comme Présidente de l'UNEDIC a, comme c'est bien naturel, ses conséquences.

Au cours du Conseil d'Administration qui s'est tenu le 23 mars, elle a proposé un projet de restructuration de l'informatique du régime qui va dans le sens d'une centralisation accrue et remet en cause la structure fédéraliste du régime d'assurance chômage. Derrière tous ces projets, il n'est pas interdit de voir se profiler le *«grand service social de l'emploi»* cher à la défunte majorité parlementaire.

NOTAT a également signifié aux administrateurs que le bureau de l'UNEDIC avait décidé d'imposer le *«budget global»* qui a pourtant fait largement la preuve de sa nocivité notamment dans l'hospitalisation publique.

Ces différents projets se sont heurtés à la résistance des organisations de salariés, notamment de la C.G.T. qui a voté contre, de la C.F.T.C. et de la C.G.T.F.O. qui se sont *«abstenus»*. Ils rencontrent également l'hostilité des salariés des G.I.A menacés de *«mobilité géographique»* et qui peuvent craindre, à terme, une centaine de licenciements.

NOTAT devra revoir sa copie!

### L'Axe Franco Allemand

Entendu à la Télévision un Ministre «européen» de BALLADUR discourir sur *«l'axe franco-allemand»*. On a déjà connu l'axe Rome-Berlin, ça s'est plutôt mal terminé! Notamment pour ce pauvre Pierre Laval!

### La Révolution Prolétarienne

Décidément, tout s'altère. La Révolution Prolétarienne, la *«RP»* fondée en 1925 par Pierre MONATTE rendant compte de *«l'Assemblée Générale du 20 NOVEMBRE 1992»* qualifie la grève corporative des transports, de grève corporatiste.

De quoi faire retourner Monatte et Louzon dans leurs tombes!

A qui se fier?

Il est vrai que les jeunes camarades de la R.P. ont quelque excuse de confondre corporatif et corpora-

tisme, dès lors que le LAROUSSE, lui-même, entretient la confusion.

C'est ainsi qu'il établit un distinguo parfaitement arbitraire entre «*corporatisme*» et «*corporatisme d'État*», ce qui lui permet d'exonérer le catholicisme social de ses responsabilités en la matière et d'affirmer que l'Église «*aurait condamné le corporatisme d'État de type fasciste*», ce qui est, volontairement, ignorer l'encyclique QUADRAGESIMO ANNO (à laquelle aujourd'hui tout le monde fait référence à propos du principe de subsidiarité) qui déclare à propos du corporatisme mussolinien:

*«Récemment, ainsi que nul ne l'ignore, a été inaugurée une organisation syndicale d'un genre particulier. L'objet même de notre encyclique nous fait un devoir de la mentionner et de lui consacrer quelques réflexions opportunes ...*

*Pas n'est besoin de beaucoup de réflexion pour découvrir les avantages de l'institution, si sommairement que Nous l'ayons décrite: collaboration pacifique des classes, éviction de l'action et des organisations socialistes, influence modératrice d'une magistrature spéciale».*

On croirait entendre du ROCARD!!!

### **Une campagne électorale bien faite**

Apparemment, Monsieur Michel MARCHET, «*candidat unique de l'opposition RPR-UDF dans les Ardennes*» a mené sa campagne électorale tambour battant et qui, somme toute, est assez normal. C'est ainsi qu'il a présenté son comité de soutien présidé par:

André GRANOUILAC, Syndicaliste Force-Ouvrière, Président de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France, Président de l'Hôpital Robert Debré à Paris, Président de l'Hôpital Marie Lannelongue, premier centre européen de chirurgie cardiaque, Administrateur de l'Assistance Publique de Paris, de la façon suivante:

«Plus de 130 Maires, sur 202 que compte la circonscription, ont apporté à ce jour leur soutien à Michel MARCHET. On remarquera la présence de certains maires socialistes. On notera aussi la présence d'un ami très proche de Michel MARCHET, un des leaders nationaux de Force-Ouvrière. Et la liste n'est pas close...».

On peut, peut-être s'étonner, que le président de son comité de soutien André GRANOUILAC par ailleurs, trésorier de l'UD FO de Paris use largement de sa qualité de «*syndicaliste Force-Ouvrière*», voire même de «*leader national de Force-Ouvrière*» pour soutenir le candidat de son choix. Certains camarades de F.O. se sont faits rappeler à l'ordre pour moins que ça. Mais bah! dès lors qu'il s'agit de «*partis institutionnels*»!

### **Ah les braves gens!**

Les bonnes âmes qu'irritent mes références (et on les comprend!) à Vichy et à la *Charte du Travail* feignent de trouver mes propos injurieux... comme si la *Charte du Travail* n'était pas dans le droit fil du «*catholicisme social*» cher à Michel Huc et à ses camarades - mais passons!

Bien entendu, aucun de ces braves gens ne répond aux critiques que nous formulons sur la G.P.E.C. qui constituent, tout de même, le fond du débat... seule la forme compterait. C'est probablement ce qui les amène à faire publier dans le Figaro les propos suivants:

«...*Marc Blondel ne peut ou ne veut pas contenir la turbulente minorité qui a, marginalement mais efficacement, assuré son élection. Dans un éditorial de son journal (1) sobrement intitulé «Retour à Vichy», l'un de ses plus chauds partisans, Alexandre Hébert, 71 ans mais toujours membre de la Commission exécutive, s'en prend en termes injurieux au secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, l'une des rares fédérations du secteur privé qui a une réelle audience à FO... Michel Hue d'abord, dans une note interne, estime que «ce torchon a pour but de choquer et surtout de mettre à mal la plus importante fédération d'industrie de la confédération (...) qui s'est refusée à subir la domination idéologique et politique de qui que ce soit», et de m'accuser, ni plus ni moins, que de vouloir:*

*«organiser un rapprochement avec la CGT»*

*pour:*

*«conduire à une rupture au sein de Force Ouvrière»,*

*et, pour faire bonne mesure, d'ajouter que: «la plume d'Alexandre Hébert est au service d'un projet d'éclatement de l'organisation FO».*

Tout ceci est parfaitement grotesque et ne mérite aucune réponse.

Précisons toutefois, à l'intention de mon ex-camarade Jean-Louis Validire, que je n'ai pas 71 ans mais, bel et bien, 72 ans! et que j'ai bien l'intention, que cela plaise ou non, de continuer à m'exprimer jusqu'à... ce que mort s'en suive!

C'est même, contrairement à mes détracteurs, à peu près le seul point commun que j'ai avec le Président.



# DIEU ET L'ÉTAT...

Pelloutier, dans son rapport au Congrès de Nîmes 9-12 juin, sur les travaux du Comité Fédéral pendant l'exercice 1894-1895, écrit:

*«...Ennemis des discordes et instruits que la politique et l'argent destructeur de toute association où sont appelés à se rencontrer des hommes d'opinions différentes, vous avez banni des Bourses du Travail la politique et dit aux travailleurs: ici, l'on ne traitera que des intérêts corporatifs et économiques.*

*Enfin, en admettant dans vos assemblées que des ouvriers syndiqués, c'est-à-dire conscients de leurs droits et résolus à tous les sacrifices pour en assurer le triomphe, vous avez proclamé la sagesse de ce conseil: l'Émancipation des travailleurs ne pourra être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».*

N'y-a-t-il pas, dans ce «*compte-rendu*», un véritable programme? Et n'y rencontre-t-on pas notamment l'exclusion volontaire et réitérée de toute action politique? La politique est toujours passionnelle; elle fabrique des dieux, quitte à les rejeter ensuite. Elle se situe sur le terrain idéologique. Ses doctrines se sont succédées, depuis «*La République de Platon*», souvent éphémères, sans rien apporter de solide aux travailleurs.

Oui, la politique fabrique des dieux. N'avons-nous pas le nôtre en la personne de Mitterand? Dieu, en 1971, au Congrès d'Épinay, a donné à ses disciples sa bible «*Le Socialisme*». Dans l'un de ses «*commandements*», il dit: «*Il n'y aura jamais de société socialiste sans propriété collective des moyens de production, d'échange et de recherche*»; et, je vous le dis, en vérité: «*Ceux qui gouvernent en politique, ce sont les exécutants des monopoles*».

C'est pourquoi: «*Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi - politique, cela va de soi, c'est secondaire - avec la société capitaliste, celui-là, je vous le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti Socialiste*».

A la suite de quoi, ses apôtres, Pierre (Mauroy) - Jacques (Delors) - Michel (Rocard) - Laurent (Fabius) - Juda (Chirac - période de cohabitation) - Edith (Cresson) - Pierre (Bérégovoy) s'en allèrent sur les routes prêcher la religion et la bonne parole.

Cette religion trouva un écho très favorable et nombreux furent les adeptes qui vinrent grossir ses rangs.

Mais les hommes sont les hommes. Très vite, nombreux furent les néophytes qui se laissèrent, de nouveau, attirer par le «*Veau d'Or*».

Devant ses attraits, ils renièrent les «*commandements*» et substituèrent purement et simplement:

- l'économie de marché à la suppression du système capitaliste,
- le bien commun à la lutte des classes.

Et les hommes et les femmes connurent les rigueurs économiques, budgétaires, salariales, entraînant licenciements donc chômage, baisse du pouvoir d'achat, précarisation, paupérisation de la classe ouvrière.

Et nombreux furent ceux de la classe ouvrière qui s'éloignèrent des prêtres du «*socialisme*». Et blasphémèrent Dieu. Ce qui devait arriver, arriva, lors de la dernière grande messe, ils firent boire à «*Dieu*» et à ses «*apôtres*» le «*calice d'amertume*».

A propos du «*Suffrage Universel*», Fernand Pelloutier notait:

*«La qualité des résultats produits par le suffrage universel dépendant nécessairement des conditions où il s'exerce, le moyen de savoir ce qu'il vaut, c'est de connaître les conditions politiques et économiques qui président à son application et de savoir si elles sont de nature à lui exprimer le caractère de sincérité qu'il exige, à lui donner toute la valeur qu'il prétend, ou bien à le fausser, de telle sorte que le vol et la fraude se puissent servir de lui comme d'un excellent instrument de domination et d'exploitation.*

*Sans doute, on pourrait tirer argument contre le suffrage des conséquences fâcheuses qui sont habituellement les siennes. Mais cette méthode d'incrimination serait, à notre avis, peut probante, car le suffrage universel est une entité dont il est interdit d'abstraire les individus appelés à s'en servir. Du suffrage, pas plus que de l'État de la société, de la patrie, de la famille, on ne peut dire qu'il soit mauvais par essence ou par ses résultats. Ce qu'il vaut, c'est ce que valent les électeurs, et l'étroit argument tiré de ses funestes effets mériterait des esprits honnêtes cette judicieuse réplique qu'en modifiant moralement et intellectuellement les hommes qui l'emploient aujourd'hui avec maladresse ou méchanceté, on le transformerait peut-être*

*d'arme dangereuse en instrument maniable et utile. Et à cela que répondre avant expérience?*

*Non, la vérité est, que le suffrage est une imagination théoriquement excellente, mais pratiquement quelconque. S'il ne produit pas de fâcheux résultats, c'est que les conditions sociales où il s'exerce l'empêchent d'être même l'instrument inoffensif et inutile qu'il deviendrait dans un État organisé sur d'autres bases que le présent».*

On saisit ici une des idées maîtresses de Fernand Pelloutier sur laquelle il reviendra en de multiples occasions:

*«Les institutions ne valent et ne vaudront que les hommes chargés de les diriger ou de s'en servir; l'essentiel est une besogne tenace de formation et d'éducation individuelles».*

**Jean THIRLAND.**

## **VERS UN FRONT LAÏQUE ET REPUBLICAIN...**

### **MANIFESTE**

Aujourd'hui, 200 années après leur naissance conjointe, la République et la Laïcité ont besoin d'être régénérées, réhabilitées et restaurées.

Il ne suffit pas d'en faire le constat amer: le temps est venu d'analyser la situation et d'élaborer des solutions possibles, en suscitant l'émergence d'un courant d'opinion fait de lucidité, d'espérance et de résolution.

C'est ce qu'ont mis en chantier des citoyens et des militants, tous issus de la Gauche républicaine et laïque, appartenant ou ayant appartenu à diverses organisations civiques, philosophiques, sociales, syndicales et politiques.

Ces femmes et ces hommes se sont reconnus des identités de points de vue et une volonté commune d'engagement. Us ont longuement confronté leurs idées, indépendamment de toute consigne ou arrière-pensée partisane : la diversité de leurs parcours initiaux constitue la meilleure garantie de la totale impossibilité de toute captation éventuelle de leur entreprise.

Après des confrontations approfondies, ayant fait le bilan de leurs convergences et de leurs différences partielles d'appréciation, ils ont aujourd'hui la conviction que la synthèse de leurs réflexions mérite d'être portée à la connaissance de toutes celles et de tous ceux qui, dans divers organismes, cherchent eux aussi les voies d'une régénérescence laïque et républicaine.

Le Centre de Liaison et d'information Laïque et Républicain ne vise pas à être un organisme de plus ; il se propose amplement de susciter des convergences et des coopérations entre groupes de citoyens engagés dans un combat identique.

Présentement, ils proposent à la signature de ceux qui partagent leurs idées, un texte d'appel ayant pour objectif concret, (chaque fois que localement ou nationalement ceci se révélera possible), d'organiser les rencontres et les manifestations communes susceptibles de faire avancer le ressaisissement civique de l'opinion publique dont tout dépend.

Vous trouverez plus loin la synthèse de leurs réflexions et perspectives. Si vous êtes d'accord sur ces points de vue, votre signature manifesterait votre approbation et vous permettrait de coopérer avec les premiers cosignataires dont le nombre ne cesse de croître spontanément.

### **LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES**

Amar AIT HAMOU (91) - Max ALESSANDRINI (69) - Marcel AUBERGET (93) - J.L. ARGENTAN (93) - J.P. BARROIS (94) - Joseph BERNY (75) - Albert BITTLER (02) - Jean-Marie BONNEMAYRE - M. BONNETIN - Jean-Yves BROCHARD (44) - André BURGAUDEAU (44) - Philippe CHARRY (24) - Georges et Josette COLOMER (93) - Marie-France COQUARD (75) - Jean CROCQ (75) - Alain CUNYOT (94) - Guy DELAGE (35) - Bernard DENIS (38) - Ernest DENIS (44) - Paul DUTHEL (69) - Michel ELIARD (31) - Christian EYSCHEN (92) - Guy FAU - Alain FORT (69) - André FORTANE (93) - François GRANDAZZI (75) - Paul GAGNE (39) - Roger GIRAUD - Alain GODIN (75) - Gérard et Janine GORGEON (94) - Bernard HAZO (44) - Alexandre HEBERT (44) - Jean HERITIER (94) - Yvonne ISSARTEL (07) - Claude JENET (75) - Max LABAYE - René et Charlotte LABREGERE (49) - Jean LACASSAGNE (47) - Pierre LAMBERT (75) - Jean LOUBRIAT (77) - Gisèle MERAL (94) - Stéphane MAZER (75) - Raymond METRO (84) - Alain MEUNIER

(75) - Bernard MIRGRAIN (88) - Jean-Jacques et Odette MITTERRAND (94) - Pierre MONTAGNE (06) - Jean MONTEILLET (63) - Jean et Françoise MOREAU - Alain NEBOUT (89) - Jacques PE (75) - Jean PETRILLE (69) - Pierre PERTUS (21) - Marcel PICQUIER (69) - Etienne et Agnès PION (94) - Philippe PUAUD (85) - Jean-Louis et Christine PUYDEBOIS (94) - Jacques RIBIER (89) - Jean-Pierre ROSSIGNOL - Joachim SALAMERO (33) - Gilbert THEVENARD (94).

## **BUTS ET OBJECTIFS DU CENTRE LAÏQUE D'INFORMATION ET DE LIAISON**

### **DOUBLE FINALITÉ DE CETTE INITIATIVE:**

- diffuser l'idée que la création d'un mouvement concerté des forces républicaines et laïques est indispensable et urgent,
- créer l'outil nécessaire à ces coopérations et des actions convergentes ou communes.

### **UTILITÉ DU MANIFESTE:**

- effectuer une diffusion «*boule de neige*» aussi large que possible,
- susciter le réveil civique et militant des républicains laïques.

### **NATURE ET ROLE DU C.L.I.L.:**

- Le CLIL n'est pas une association structurée de plus, mais un lieu de rencontre pour des militants venus de différentes organisations et engagés dans le même sens. Le CLIL ne vise pas à devenir un cartel d'organisations; il ne cherche pas à fédérer des mouvements de nature indépendants.

- Il n'est pas constitué de représentants mandatés venus d'organisations diverses, mais de militants agissant à titre personnel, et soucieux de coopérer dans un combat commun.

- Par contre, le CLIL peut informer sur les données du combat républicain et laïque.

- Son objectif: **VERS UN FRONT LAÏQUE ET RÉPUBLICAIN**, peut servir de thème de rassemblement pour des actions locales, départementales ou nationales menées en coopération par diverses organisations partageant cette préoccupation.

- Le CLIL peut participer à des initiatives de sensibilisation de l'opinion sur la nécessité du combat laïque et républicain.

- Il s'efforcera d'informer largement les différentes organisations agissant dans ce sens, des actions en préparation par tel ou tel mouvement ou association, engagés dans les mêmes perspectives civiques.

- Le CLIL peut prendre nationalement des initiatives: soit des manifestations organisées en concertation avec des mouvements partageant ses préoccupations, soit susciter des rencontres entre responsables mandatés sur des questions d'intérêt politique dans le but de concrétiser d'éventuelles convergences d'analyses.

- Il peut si nécessaire et possible, éditer un bulletin d'information.

**Centre Laïque d'information et de liaison (Tél.: 1- 45 76 42 63) - (Fax:1 - 45 76 75 91)**

**Adresse Postale: C.L.I.L. - 11 Rue des Huguenots - 94420 Le Plessis Trévisé.**

-----  
«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Secrétaire de Rédaction: Joël BONNEMAISON.

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.  
-----